

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 26 JUIN 2019 CONCERNANT LES FRAIS DE TRANSPORT (CP 109)

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'Habillement et de la Confection.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 29 août 2017 concernant l'intervention des employeurs dans les frais de transport (numéro d'enregistrement 141929/CO/109).

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant un préavis de 3 mois, à signifier par une lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la commission paritaire de l'industrie de l'Habillement et de la Confection et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

I – TRANSPORT EN COMMUN

Article 3 : Transports en commun publics par chemin de fer

En ce qui concerne le transport organisé par la Société nationale des Chemins de Fer belges, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base de la grille de montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19/9 du 23 avril 2019 du Conseil National du Travail concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports en commun publics des travailleurs.

Article 4 : Transports en commun publics autres que le chemin de fer

En ce qui concerne les transports en commun publics, autres que le chemin de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements atteignant 5 km, calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

- a) Lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé est calculée sur base de la grille de montants forfaitaires reprise à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19/9 précitée, sans toutefois excéder 75% du prix réel du transport.
- b) Lorsque le prix est fixe quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 71,8% du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur qui est calculé sur base de la grille de montants forfaitaires reprise à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19/9 précitée, pour une distance de 7 km.

A partir du 1 juillet 2020, le seuil minimal de 5 km est supprimé par la CCT n° 19/9 précitée.

Article 5 : Transports en commun publics combinés

Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport une subdivision soit faite par moyen de transport en commun publics- l'intervention de l'employeur sera calculée sur base de la grille, visée à l'article 3.

Article 6

Dans tous les cas où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public autres que ceux visés à l'article 5, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit:

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4a, 4b et 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Article 7 : Epoque de remboursement

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée mensuellement.

Article 8 : Modalités de remboursement

- a) Les employeurs doivent vérifier les droits des travailleurs à une intervention dans les frais de transport. Au 1^{er} janvier 2002 au plus tard, ils veilleront à disposer d'une déclaration signée de chaque travailleur mentionnant la distance exacte entre le domicile et le lieu de travail, ainsi que la nature du moyen de transport utilisé pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail. L'absence d'une telle déclaration signée ne constitue pas une raison de ne pas payer d'intervention dans les frais de transport.
- b) Les travailleurs doivent communiquer dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même façon.
- c) L'employeur peut à tout moment vérifier si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.

Article 9

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la SNCB et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

II - MOYENS DE TRANSPORT PRIVE

Article 10 : Généralités

Les employeurs doivent vérifier les droits des travailleurs à une intervention dans les frais de transport. Au 1^{er} janvier 2002 au plus tard, ils veilleront à disposer d'une déclaration signée de chaque travailleur mentionnant la distance exacte entre le domicile et le lieu de travail, ainsi que la nature du moyen de transport utilisé pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail. L'absence d'une telle déclaration signée ne constitue pas une raison de ne pas payer d'intervention dans les frais de transport.

Les travailleurs doivent communiquer dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même façon.

L'employeur peut à tout moment vérifier si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée au moins une fois par mois.

L'intervention de l'employeur a lieu seulement pour les jours de présence au travail.

Article 11 : moyen de transport privé à l'exception du vélo

- § 1. Dans les entreprises qui ne mettent pas de moyen de transport collectif à la disposition des ouvriers et ouvrières, les modalités d'intervention des employeurs sont fixées comme suit pour les ouvriers et ouvrières utilisant un moyen de transport privé, à l'exception des vélos, pour autant que la distance la plus courte à parcourir de leur domicile au lieu de travail en une seule direction, atteigne ou dépasse 10 km:
- § 2. L'intervention de l'employeur est égale à 50% du prix de la carte train, assimilée à l'abonnement social, visé à l'article 3 de l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 1990 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau de la SNCB, pour le nombre de kilomètres correspondant.

L'intervention de l'employeur ne pourra toutefois être supérieure, pour un même nombre de kilomètres, à l'intervention sur base du barème visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

Article 12 : vélo

Lorsque le travailleur utilise le vélo pour se déplacer, une indemnité vélo de 0,10 euro par kilomètre est octroyée pour la distance aller-retour domicile-lieu de travail, sans préjudice d'arrangements plus favorables au niveau de l'entreprise.

III. TRANSPORT ORGANISE PAR LES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION FINANCIERE DES OUVRIERS ET OUVRIERES OU ORGANISE PAR LES ENTREPRISES A LEUR CHARGE EXCLUSIVE POUR UNE PARTIE DU TRAJET

Article 13

Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention et des considérations suivantes :

- pour le transport organisé par les entreprises avec la participation financière des ouvriers et ouvrières, l'intervention des entreprises est calculée en tenant compte des charges supportées déjà par les entreprises pour l'organisation de ce transport ;
- pour le transport organisé par les entreprises à leur charge exclusive pour une partie du trajet et au cas où les ouvriers et ouvrières utilisent également des moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est calculée sur base de la distance totale effectuée avec un moyen de transport en commun; en soustrayant toutefois les frais supportés déjà par l'entreprise pour le transport organisé par celle-ci ;
- l'intervention financière des ouvriers et ouvrières ne pourra toutefois être supérieure au montant, fixé comme intervention de l'employeur à l'article 3 de la présente convention collective de travail ;
- les droits acquis pour les ouvriers et ouvrières restent toutefois maintenus.

IV. INTERVENTION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Article 14

Une indemnisation de 0,2479 euro par journée de travail prestée effectivement sera en plus accordée à tous les travailleurs, à l'exclusion de ceux qui disposent d'une voiture de société et d'une carte essence, indépendamment du moyen de transport de et vers le lieu de travail.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 26 JUNI 2019 BETREFFENDE DE VERVOERSKOSTEN (PC 109)

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeid(st)ers van de ondernemingen welke onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2019 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 augustus 2017 inzake de tussenkomst van de werkgevers in de vervoerskosten (141929/CO/109).

Zij kan door één der ondertekenende partijen worden opgezegd, mits een vooropzeg van 3 maand, te betekenen bij aangetekend schrijven, gericht aan de Voorzitter van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties.

I. OPENBAAR VERVOER

Artikel 3 : Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer

Wat het door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen georganiseerd vervoer betreft, zal de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend worden op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19/9 van 23 april 2019 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het gemeenschappelijk openbaar vervoer van de werknemers.

Artikel 4 : Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten:

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, wordt de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19/9, zonder evenwel 75 % van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden;
- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 71,8 % van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19/9, voor een afstand van 7 km te overschrijden.

Vanaf 1 juli 2020 wordt de minimumgrens van 5 km opgehoften door voornoemde cao nr. 19/9.

Artikel 5 : Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - wordt de bijdrage van de werkgever berekend op basis van de tabel, bedoeld in artikel 3.

Artikel 6

In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend:

nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Artikel 7 : Terugbetalingstijdstip

De bijdrage van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden.

Artikel 8 : Modaliteiten van terugbetaling.

- a) De werkgever dient zich te vergewissen van de rechten van de werknemer op een tussenkomst in de vervoerskosten. Ten laatste vanaf 1 januari 2002 ziet hij erop toe te beschikken over een ondertekende verklaring van elke werknemer waarin de juiste afstand tussen de woonplaats en de werkplaats wordt medegedeeld, evenals de aard van het vervoermiddel dat zij gebruiken om zich te verplaatsen tussen de woonplaats en de werkplaats. Het ontbreken van een dergelijke ondertekende verklaring is geen reden om geen tussenkomst in de vervoerskosten te betalen.
- b) De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.
- c) De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt.

Artikel 9

De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de NMBS en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

II - PRIVATE VERVOERMIDDELEN

Artikel 10 : Algemeen

De werkgever dient zich te vergewissen van de rechten van de werknemer op een tussenkomst in de vervoerskosten. Ten laatste vanaf 1 januari 2002 ziet hij erop toe te beschikken over een ondertekende verklaring van elke werknemer waarin de juiste afstand tussen de woonplaats en de werkplaats wordt medegedeeld, evenals de aard van het vervoermiddel dat zij gebruiken om zich te verplaatsen tussen de woonplaats en de werkplaats. Het ontbreken van een dergelijke ondertekende verklaring is geen reden om geen tussenkomst in de vervoerskosten te betalen.

De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.

De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt.

De tussenkomst van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal minstens éénmaal per maand worden betaald.

De tussenkomst van de werkgever vindt slechts plaats voor de dagen van aanwezigheid op het werk.

Artikel 11: Privaat vervoermiddel uitgezonderd fiets

§ 1. In de ondernemingen welke geen collectief vervoermiddel ter beschikking van de werklieden en werksters stellen, worden, voor de werklieden en werksters die gebruik maken van een privaat vervoermiddel behalve de fiets, voor zover de kortst af te leggen afstand van hun woning tot de werkplaats in één richting 10 km of meer bedraagt, volgende modaliteiten van tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten bepaald.

§ 2. De tussenkomst van de werkgever is gelijk aan 50 % van de treinkaart geldend als sociaal abonnement, bepaald bij artikel 3 van het Ministerieel Besluit van 10 december 1990 houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van de NMBS, voor het overeenstemmende aantal kilometers.

De tussenkomst van de werkgever zal nochtans, voor eenzelfde aantal kilometers, nooit hoger kunnen zijn dan de tussenkomst op basis van het barema, bedoeld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 12: Fiets

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een fiets wordt een fietsvergoeding van 0,10 euro per kilometer toegekend voor de afstand heen en terug van zijn woning tot de werkplaats, onverminderd gunstigere regelingen op ondernemingsvlak.

III - DOOR DE ONDERNEMING MET DE FINANCIËLE DEELNEMING VAN DE WERKLIEDEN EN WERKSTERS GEORGANISEERD VERVOER OF DOOR DE ONDERNEMINGEN VOOR EEN GEDEELTE VAN HET TRAJECT UITSLUITEND OP EIGEN KOSTEN GEORGANISEERD VERVOER

Artikel 13

Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer der werknemers betreft, een oplossing te worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van deze overeenkomst en door de volgende overwegingen:

- voor het door de ondernemingen met financiële deelneming van de werklieden en werksters georganiseerd vervoer, wordt de tussenkomst van de ondernemingen berekend met inachtneming van de door de ondernemingen reeds gedragen lasten voor de organisatie van dat vervoer;
- voor de door de ondernemingen voor een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten georganiseerd vervoer en in geval de werklieden en werksters eveneens gemeenschappelijke openbare - vervoermiddelen gebruiken, wordt de tussenkomst van de werkgever berekend op basis van de totale met een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel afgelegde afstand met aftrek nochtans van de kosten welke de onderneming reeds draagt voor het door haar georganiseerd vervoer;
- de financiële tussenkomst van de werklieden en werksters mag echter niet hoger zijn dan het bedrag, bepaald als werkgeverstussenkomst bij artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst;
- de verworven rechten van de werklieden en werksters blijven echter behouden.

IV. TUSSENKOMST VOOR ALLE WERKNEMERS

Artikel 14

Aan alle werknemers, met uitsluiting van diegenen die over een bedrijfswagen en tankkaart beschikken, wordt daarenboven een vergoeding van 0,2479 euro per werkelijk gepresteerde arbeidsdag betaald, ongeacht de wijze van verplaatsing van en naar het werk.